

LA DÉFENSE

Joëlle Ceccaldi-Raynaud poursuit le plan Sarkozy

Elue présidente de l'Etablissement public d'aménagement de La Défense (Epad) après la polémique sur la candidature de Jean Sarkozy, Joëlle Ceccaldi-Raynaud, qui est aussi maire UMP de Puteaux, a présidé hier matin son premier conseil d'administration. Une présidence qu'elle entend placer sous le signe du « dialogue » dit-elle dans un communiqué. Ce que ne lui conteste pas son opposant et challenger, Patrick Jarry, le maire PC de Nanterre, élu vice-président du conseil d'administration le 4 décembre dernier alors qu'il s'était porté candidat à la tête de l'établissement public pour contrer Jean Sarkozy. « Joëlle Ceccaldi veut rétablir le primat des élus locaux sur les fonctionnaires », commente l'élu communiste, qui se félicite du « rétablissement du contrôle des élus ». Sans surprise - Patrick Devedjian l'avait évoqué la veille - les tours Air 2, D2, Carpe Diem et Majunga ont concentré l'attention du conseil d'administration hier. Président de l'Epad avant d'en être écarté parce qu'il avait atteint

la limite d'âge, Patrick Devedjian siège toujours au conseil d'administration. Et il ne se désintéressera pas de sitôt du quartier d'affaires.

Lors de cette première séance présidée par Joëlle Ceccaldi, ce sont donc des projets de rénovation qui ont été votés pour quatre tours. Ceci dans la droite ligne du Plan de renouveau de La Défense, initié par Nicolas Sarkozy en 2006, quand ce dernier présidait l'Epad. « Nous allons poursuivre l'exécution de ce plan pour que La Défense demeure le premier quartier d'affaires d'Europe », précise Joëlle Ceccaldi dans son communiqué. Ce programme prévoit des démolitions-reconstructions visant à faire disparaître les tours obsolètes; ce qui permettra de créer « environ 150 000 m² de bureaux supplémentaires » indiquait le ministre de l'Écologie, Dominique Perben, en lançant le fameux plan de renouveau le 25 avril 2006.

Mais voilà, « hier nous avons voté des projets qui engendreront la création de 200 000 m² », s'agace Patrick Jarry. « 200 000 m²

supplémentaires à l'horizon 2013-2014, cela correspond à 15 à 20 000 salariés de plus sur le quartier d'affaires. Comment les infrastructures de transports en commun déjà surchargées vont-elles absorber 20 000 salariés ? »

Exhortant depuis plusieurs mois à « repenser l'avenir du quartier d'affaires » en cessant de construire des mètres carrés dans une sorte de « fuite en avant », Patrick Jarry a donc demandé qu'il soit tenu « un tableau de bord du plan de renouveau ». Le conseil d'administration se retrouvera dès ce soir pour les vœux de la nouvelle présidente de l'Epad.

VALÉRIE MAHAUT